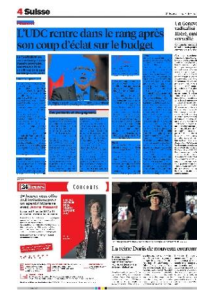
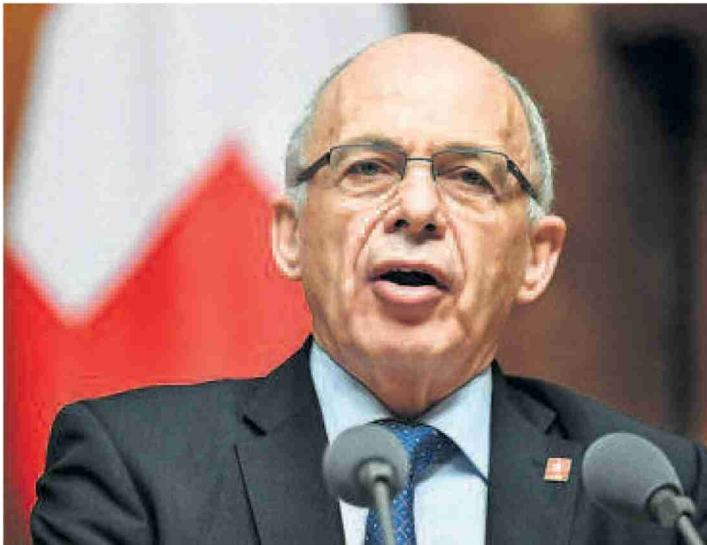


Hauptausgabe

24 Heures Lausanne
1001 Lausanne
021/ 349 44 44
www.24heures.chMedienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 29'304
Erscheinungsweise: 6x wöchentlichThemen-Nr.: 999.207
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 4
Fläche: 59'611 mm²**Finances****L'UDC rentre dans le rang après son coup d'éclat sur le budget**

Ueli Maurer a rappelé les élus à l'ordre avant le débat, soulignant que cette façon de faire n'était pas «très suisse». KEYSTONE
Florent Quiquerez Berne

La Confédération aura un budget pour l'année prochaine. Ueli Maurer évite un affront de la part de son propre parti

Ueli Maurer peut respirer. Le ministre des Finances aura de l'argent pour faire tourner le ménage de la Confédération l'an prochain. Après l'esclandre de vendredi, où une alliance contre nature de la gauche et de l'UDC avait torpillé le budget, les choses sont rentrées dans l'ordre hier. Une large majorité des élus agrariens qui plaident pour une cure d'austérité radicale ont finalement décidé de s'abstenir lors du vote. Une majori-

rité s'est ainsi dégagée en faveur du projet. Le spectre d'un budget provisoire - situation inédite au niveau fédéral - s'éloigne.

Le coup de gueule de l'UDC a-t-il servi à quelque chose? Pas vraiment. Avec un déficit de 254 millions, le résultat est le même au centime près que celui de vendredi. «Nous avons pris nos responsabilités, se défend Jean-Pierre Grin (UDC/VD). Ce n'est pas une capitulation, mais nous ne pouvions pas répéter notre mouvement d'humeur. Attendons désormais de voir l'élimination des divergences. On recule peut-être pour mieux sauter.»

Laisser des traces

Dans les autres partis, l'issue des discussions est vécue comme un

soulagement. Mais le tour de force de l'UDC laisse des traces. «On ne joue pas avec le budget, réagit Olivier Feller (PLR/VD). On a fait

254

En millions, c'est le déficit prévu par le budget dans sa version du National. Celle du Conseil fédéral prévoit un déficit de 619 millions

peur à beaucoup de gens pour rien. Le parlement doit avoir une crédibilité en tant qu'institution. Ce n'est pas un dévouement pour exprimer sa mauvaise humeur.»

Si l'UDC est rentrée dans le rang, c'est qu'elle n'avait pas vraiment le choix. Un deuxième refus aurait signifié un retour du projet au Conseil fédéral, une claque pour son propre ministre, Ueli Maurer. Se défendant à la tribune d'avoir pris cette fronde pour une attaque personnelle, le Zurichois a toutefois travaillé en amont pour éviter une issue dommageable. Lors de la séance de commission la veille du débat, le grand argentier de la Confédération avait rappelé les parlementaires à l'ordre. En martelant que cette façon de faire n'était pas «très suisse», il envoyait un message à l'UDC, qui fait du patriotisme sa marque de fabrique.

Plan B

Thomas Aeschi (UDC/ZG), nouvelle référence incontournable du parti sur les questions financières a donc dû faire le dos rond. Alors qu'il était à la manœuvre ven-



dredi, il a dû se contenter à la tribune d'appeler Ueli Maurer à présenter comme prévu au printemps prochain un programme qui permette de réaliser des économies substantielles.

Pour Dominique de Buman (PDC/FR), il ne s'agissait pas uniquement pour les élus agrariens de sauver la peau de leur ministre. En laissant passer le budget, l'UDC s'assure aussi des montants destinés à l'agriculture. Pas sûr que les paysans auraient été épargnés si les choses avaient mal tourné. Si les deux Chambres ne s'entendent pas lors de divergences, c'est en effet la version la moins coûteuse d'un budget qui est retenue. Or certaines largesses accordées

aux paysans n'ont pas été octroyées par les sénateurs.

Sans le retournement de veste de l'UDC, le budget serait-il sorti de la route? Pas sûr, car un plan B avait été élaboré à l'autre bout de l'échiquier politique. «C'était à l'UDC de se rallier, pas à nous, explique Jacques-André Maire (PS/NE). En soutenant les coupes, le centre droit a refusé de s'allier à nous. Si l'UDC avait fait le forcing, certains élus de notre groupe étaient prêts à s'abstenir afin d'éviter le naufrage du projet.»

Une stratégie qu'une partie des Verts a d'ailleurs adoptée hier, suivant ainsi la position de l'ancien syndic de Lausanne Daniel Brélaz (Les Verts/VD). «Les coupes trans-

versales, c'est l'outil du faible quand il ne sait plus quoi faire pour économiser. Mais rejeter un budget, c'est reporter à demain les problèmes d'aujourd'hui.»

Pour la gauche, un budget provisoire aurait eu également des allures de scénario catastrophe, pour d'autres raisons. Au-delà même de l'incertitude, il aurait laissé à l'UDC - décidément incontournable sur ce dossier - une marge de manœuvre importante. Les montants doivent en effet être passés au crible de la délégation des finances. Délégation qui sera présidée l'an prochain par Pirmin Schwander (UDC/SZ), un chantre de l'austérité budgétaire.

Des perdants et des gagnants

Personnel Le National exige davantage de coupes transversales. Contrairement au Conseil des Etats et au Conseil fédéral, il exige 50 millions d'économie dans le personnel de la Confédération. 60 millions devront aussi être trouvés dans le recours aux services externes.

Asile Le Conseil fédéral voulait inscrire 400 millions au titre de dépenses extraordinaires. Si les sénateurs ont donné leur aval, les députés de la Chambre basse ont préféré couper 344 millions dans le budget prévu pour le Secrétariat d'Etat aux migrations (294 millions dans l'aide sociale et 50 millions dans les centres pour requérants). Contrairement aux Etats, la majorité du National a aussi refusé 500 000 francs pour des mesures d'intégration.

Formation Contrairement à Ueli Maurer et à l'UDC, les deux Conseils ne veulent pas réduire la voilure pour la formation et la recherche. Ces deux secteurs recevront 74 millions de plus que prévu. Le National a aussi libéré une rallonge de 1,5 million pour les activités liées à Jeunesse+Sport.

Agriculture Là aussi les deux Chambres se sont mises d'accord pour épargner les paysans. Une rallonge de 62 millions pour les paiements directs a été votée. Mais il reste plusieurs divergences dans ce secteur. La Chambre du peuple a accordé 2,5 millions de plus pour la promotion de la qualité et des ventes, et 27 millions de plus destinés à la loi chocolatière, qui permet de soutenir l'exportation de produits agricoles transformés. **F.QZ**